



BÉNIT-GBAFFOU (Claire)

FABIYI (Seyi)

PEYROUX (Élisabeth) (dir.)

*Sécurisation des quartiers et
gouvernance locale. Enjeux et défis
pour les villes africaines (Afrique
du Sud, Kenya, Mozambique,
Namibie, Nigeria)*

Paris/Johannesbourg, Karthala/Ifas,
2010, 468 pages.

La privatisation de la sécurité constitue une dynamique importante des villes d'Afrique qui participe à la recomposition du paysage urbain et des modes de gouvernement. Cet ouvrage, issu d'un programme de recherche international et interdisciplinaire, se penche sur ce phénomène au travers d'études de cas portant sur l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Nigeria, le Kenya et la Namibie.

La privatisation de la sécurité recouvre plusieurs phénomènes traduisant une pluralisation des acteurs par rapport au monopole classique de l'État. Un premier aspect renvoie au transfert d'activités vers le secteur privé, à l'instar des *gated communities* ou des *city improvement districts* qui assurent la fourniture de services publics tels que la sécurité ou l'entretien des infrastructures et dans lesquels des acteurs marchands, compagnies de sécurité privées en tête, jouent un rôle croissant. La privatisation correspond également à la prise en charge de la sécurité par des groupes de citoyens auto-organisés comme dans le cas du vigilantisme ou des fermetures de rue (Johannesbourg, Nairobi). Enfin, ce mouvement s'inscrit dans des transformations globales favorisant l'auto-régulation des villes, même si l'ouvrage met en évidence la diversité des motivations entre considérations financières (Le Cap) et remplacement d'États aux ressources limitées (Maputo, Nairobi).

Le livre est ambivalent quant à l'effet de la privatisation sur le pouvoir d'État: les différents

auteurs argument, les uns d'une reconfiguration, les autres d'une faiblesse de l'État (Nigeria, Mozambique), et les derniers d'un État affaibli et concurrencé (Afrique du Sud). Cette hésitation conceptuelle résulte des limites de la comparaison, mais aussi d'un manque d'historicisation de la notion de privatisation: le brouillage des catégories public/privé suppose un « avant » public et une communauté de citoyens qui n'ont rien d'évident pour les États d'Afrique. Ainsi, les politiques sud-africaines de régénération urbaine visant à évincer les pauvres des centres-villes s'inscrivent dans une longue histoire de ségrégation. Le seul chapitre historique, portant sur le vigilantisme au Nigeria au XX^e siècle, montre d'ailleurs de façon convaincante comment son développement participe de celui des forces de police plutôt qu'il ne remet en cause l'État. Une deuxième limite résulte de ce que l'État n'apparaît qu'en creux, au travers des gouvernements locaux – sauf dans le cas du Nigeria où la compétition politique avec l'État fédéral constitue un élément central. Une clarification conceptuelle convaincante est cependant apportée par un chapitre sur les centres commerciaux du Cap, qui distingue trois formes de privatisation (juridique, politique et sociale), ouvrant la voie à une analyse fine de cette dynamique. Ainsi, si ces centres commerciaux peuvent être interprétés comme une privatisation de l'espace public du fait de leur statut juridique de droit privé, ils n'en demeurent pas moins publics du point de vue de l'usage de l'espace par différents groupes sociaux, mais problématique au regard de l'exclusion politique des groupes les plus défavorisés qu'ils impliquent. La privatisation doit donc être entendue comme un processus historique complexe et aux formes multiples ne signifiant pas nécessairement une remise en cause d'un théorique espace public ou de l'État.

Sur la question des origines et des modalités du changement, le livre ouvre plusieurs pistes intéressantes. La première partie souligne l'importance

des influences internationales via la diffusion de modèles néolibéraux nord-américains de gestion privatisée de la ville par des entrepreneurs urbains, dans un contexte d'ouverture des politiques publiques – au risque de parfois insister sur les seules dynamiques exogènes. Cependant, la plupart des chapitres montrent bien le bricolage qui s'effectue au niveau local, comme à Maputo, où la privatisation d'enclos résidentiels s'enclenche suite à l'installation d'expatriés d'organisations internationales avant d'être nourrie par les élites de l'après-guerre civile en quête de bien-être matériel. D'autres chapitres soulignent quant à eux l'importance des transformations endogènes renvoyant aux mutations de l'État et à la montée en puissance du gouvernement urbain dans un contexte de démocratisation et de libéralisation. Les explications les plus convaincantes et étayées se situent à une échelle micro des dynamiques intra-urbaines, avec une insistance sur le rôle des « initiatives sécuritaires » et de la circulation des pratiques par la compétition et le mimétisme (Johannesburg). L'attention portée aux acteurs urbains, promoteurs immobiliers, leaders locaux, élites (au rang desquelles les compagnies de sécurité privées font défaut) permet de montrer l'importance cumulative des micro-conflits territoriaux auxquels ils se livrent. Cette conflictualité indique que c'est à cette échelle que se joue le pouvoir de définition et de gestion de la sécurité, ce qui va dans le sens de la thèse du réchelonement du gouvernement vers le local, autrement dit de la montée en puissance de la gestion urbaine au détriment de l'État. Toutefois, ces micro-pratiques sont insuffisamment reliées aux dispositifs étatiques et institutionnels qui les encadrent : la focalisation sur le gouvernement urbain ne doit pas pour autant aboutir à négliger l'État.

La troisième dimension importante (et la plus originale) du livre concerne l'étude des implications spatiales de la sécurisation. Parmi les riches éléments sur la variété des pratiques

et leurs effets sur l'espace urbain, la mise en évidence des dynamiques locales liant « géographie morale » (p. 121) de la sécurité et compétition pour le contrôle de l'espace comme lieu de production de la ville et de ce qui est gouverné est très pertinente. Les études de cas mettent en évidence le fait que l'enfermement et la privatisation constituent un moyen efficace de gérer des inégalités sociales fortes ou des transformations sociales anxiogènes. Les identités territoriales du Cap, les cartes mentales et le courrier des lecteurs des classes aisées de Johannesburg étudiés dans l'ouvrage révèlent en quoi les enjeux liés à la sécurité recouvrent une série de préoccupations sociales variées qui traduisent une compétition entre groupes sociaux pour le contrôle de l'espace. Cette concurrence a des conséquences néfastes sur la perméabilité de l'espace urbain, même si les auteurs soulignent que la privatisation ne produit pas que de l'exclusion, mais aussi de l'intégration au sein des communautés qui la mettent en œuvre. On regrettera cependant que l'ouvrage se focalise sur les quartiers des classes moyennes et supérieures, prêtant insuffisamment attention aux formes de gestion de l'insécurité (autrement plus importante) dans les *townships*, tel le vigilantisme. Ces pratiques n'ont en effet rien de nouveau, ce qui amène pour le moins à nuancer la thèse de la privatisation et ferait, en ce qui concerne l'État, peser la balance du côté de sa reconfiguration plutôt que de son affaiblissement.

Lydie Cabane

COPANS (Jean)

Mythologies des Afriques

Paris, Téraèdre, 2010,

coll. « L'Anthropologie au coin de la rue »,
136 pages.

Ce livre avait été commandé au grand africaniste Jean Copans à l'occasion de la commémoration des indépendances. Or « qui



dit commémorations dit mythologisation idéalisée de ces indépendances » (p. 7). Loin de restreindre son propos aux seules indépendances – dont finalement il ne parle quasiment pas –, Jean Copans a entendu dresser un panorama ambitieux des mythologies qui circulent sur l'Afrique, en portant un intérêt marqué aux producteurs de ces mythologies.

Nombreuses et contradictoires, ces dernières peuvent se classer en deux catégories: d'un côté l'image poussée au noir de l'afro-pessimisme lesté de mythologies mortifères (les guerres tribales, les famines, les pandémies, la pauvreté, l'analphabétisme...); de l'autre, le mythe plus positif de l'afro-optimisme décliné sous les modes complémentaires de la sortie du sous-développement et/ou de la Renaissance africaine.

Cette typologie est l'occasion de développements incisifs sur les « idées reçues » qui ponctuent tout discours généralisant sur l'Afrique. Jean Copans commence logiquement par le mythe européen d'un continent sans histoire... auquel répondra le mythe africano-centré d'une autochtonie « kémite » héroïque. Il évoque ensuite, trop brièvement, plusieurs sujets majeurs: l'ethnisation du politique, l'importation de l'État, la vulgate développementaliste, le syncrétisme des croyances religieuses... Il consacre un développement très stimulant au mythe de l'émergence capitaliste, montrant que l'absence d'accumulation capitaliste n'empêche pas l'initiative privée de se déployer sous d'autres formes.

Dans un post-scriptum curieusement annexé au texte, Jean Copans s'intéresse à des mythologies moins strictement politiques. Il montre quelle image déformée l'art renvoie de l'Afrique via un art africain, obnubilé par les arts premiers, qui a du mal à s'affranchir de ses origines, ou un art sur l'Afrique qui la réduit à une arrièr-scène exotique et inquiétante (c'est le cas du cinéma américain depuis *Tarzan* jusqu'à *Blood Diamond*, en passant par *African Queen* ou

Out of Africa). Il évoque également le mythe de l'Afrique « terre d'aventures » ou celui d'un nouvel « Eldorado sportif ».

Au terme de ce tour d'horizon un peu désordonné se dégage de l'Afrique une image kaléidoscopique – l'auteur évoque « une espèce de punching-ball métaphysique, refabriquée constamment à la mesure de nos besoins et de nos fantasmes » (p. 112). L'Afrique, « malade de ses mythologies », doit s'en débarrasser ou, à tout le moins, se forger ses propres mythologies avant d'aller en chercher en Occident.

Yves Gounin

COQUERY-VIDROVITCH (Catherine)
*Petite histoire de l'Afrique. L'Afrique
au Sud du Sahara de la préhistoire
à nos jours*

Paris, La Découverte, 2011,
coll. « Cahiers libres », 222 pages.

Ce n'est pas la première fois que Catherine Coquery-Vidrovitch, historienne prolifique, propose une synthèse portant sur un pan (villes, femmes...) ou une période de l'histoire de l'Afrique. C'est en revanche la première fois qu'elle se lance dans la présentation de l'histoire de l'Afrique « des origines à nos jours », selon la formule consacrée. Le contexte s'y prête et sa démarche se situe manifestement dans la continuité d'autres actions entreprises dans le cadre du Comité de vigilance face aux usages publics de l'Histoire (CVUH) ou dans le prolongement des réactions suscitées par le discours du président Sarkozy à Dakar en 2007. Il importe en effet non seulement de réaffirmer haut et fort que l'histoire de l'Afrique existe bel et bien et que son étude connaît un profond renouvellement depuis quelques décennies, mais aussi de contrer les stéréotypes qui persistent et qui pèsent sur la perception qu'ont les Français du devenir de ce continent. Œuvre d'historienne donc, œuvre de citoyenne

aussi. C'est ainsi à une fresque générale que les lecteurs sont conviés, en un peu plus de 200 pages. Le genre impose par ailleurs un nombre infime de notes de bas de page et des références bibliographiques succinctes, ainsi que des oublis.

L'ouvrage s'ouvre par un chapitre « Méthodes et sources » portant à la fois sur « la construction européenne de l'Afrique », qui a longtemps déterminé les modalités de l'écriture de l'histoire du continent, et sur la documentation disponible, plus diversifiée qu'on ne le pense souvent. D'autres réflexions méthodologiques ou épistémologiques émaillent le reste du livre : ainsi en est-il de la « leçon d'histoire » à propos des aspects positifs ou négatifs de la colonisation (p. 182) ou des réflexions sur les crises actuelles et le devenir de l'Afrique (p. 188). Par-delà l'histoire de l'Afrique et le bilan factuel des connaissances, ce livre souhaite en effet proposer des réflexions générales sur la géopolitique et les représentations du continent africain en France, dans sa volonté de s'éloigner de toute posture eurocentrée, réflexive qui continue à irriguer bien des travaux.

Suivent des chapitres thématiques traités sur la longue durée où, sur certains sujets, Catherine Coquery-Vidrovitch avance d'intéressantes hypothèses fautes de certitudes, du fait d'un manque de sources ou de recherches. Après avoir rappelé que les premiers hominidés sont originaires du continent africain, l'auteure met en place le cadre général : données climatiques, géologiques, agricoles, démographiques, anthropologiques. De fait, elle illustre déjà sa démonstration par des raisonnements historiques, comme lorsqu'elle lie les aléas de la pluviosité aux grands cycles politiques, du fait d'une capacité plus ou moins grande de réaction face aux agressions extérieures. La première moitié du XIX^e siècle apparaît ainsi comme un moment dynamique en Afrique de l'Ouest, avant la dégradation qui facilitera en partie les conquêtes. L'étude des structures sociales (chap. IV), opérée

également sur la longue durée, court le risque d'une mise à plat des changements sur plusieurs siècles (voir par exemple une allusion peu contextualisée au mouridisme, p. 66), mais l'analyse ne dissimule rien des inégalités internes des sociétés africaines, tournant ainsi le dos au mythe d'une Afrique paradisiaque ou à la vision angélique de l'esclavage domestique. Cette mise au point dépassionnée est salutaire.

Les autres chapitres suivent une démarche chronologique. Celui traitant de l'évolution jusqu'au XVI^e siècle (en fait jusqu'au XVIII^e) procède par coups de projecteur, mettant en avant les périodes ou les zones pour lesquelles les historiens disposent des recherches les plus poussées (Égypte ancienne, littoral oriental). Il est un peu dommage que la ville de Djenné-Djeno (p. 101), révélée par des fouilles et preuve d'une fondation urbaine ancienne (250 av. J.-C.), ne soit pas davantage mise en valeur. Sa découverte modifie en effet la chronologie de l'urbanisation et de la maîtrise de certaines techniques (métallurgie, sculpture) et redonne l'initiative aux sociétés africaines.

Sous le titre ambigu de « L'esclavage africain », Catherine Coquery-Vidrovitch analyse en fait toutes les formes de traite, aux chronologies et trajets divers. Cette question douloureuse et complexe est abordée dans toute son ampleur et sa diversité, et son impact étudié en termes démographiques et politiques. L'auteure présente un bilan des diverses traites – transsaharienne, arabe et transatlantique – en montrant autant leurs points communs que leurs spécificités. Refusant la bataille, souvent vaine, des chiffres, elle insiste sur les conséquences dramatiques pour le continent dans son ensemble, même si certains États ou catégories sociales ont pu ponctuellement en tirer bénéfice.

Le chapitre sur « L'indépendance africaine au XIX^e siècle », qui remonte dans le temps et organise l'exposé en examinant deux grandes régions (Afrique occidentale – en fait également centrale – et Afrique orientale), est un tableau



des changements connus par le continent durant ce long siècle de djihad, de structuration politique et de mutations économiques. Il est bien difficile de résumer ainsi la multiplicité des changements et l'auteure ne peut les évoquer tous, négligeant par exemple l'Afrique australe.

L'étude de la colonisation (chap. IX) mêle des informations sur des lieux précis et des analyses générales sur les processus à l'œuvre. C'est là que les lecteurs auraient sûrement eu le plus besoin d'une brève chronologie, qui compléterait les cartes incluses dans l'ouvrage.

Cette *Petite histoire de l'Afrique*, convaincante et agréable à lire, répond bien à l'objectif de l'auteure : offrir à un vaste public un panorama historique du continent, tenant compte des connaissances nouvelles, tout en présentant les débats contemporains. Surtout, elle établit la « banalité » de l'Afrique, c'est-à-dire son appartenance à l'histoire universelle, en soulignant son rôle dans les processus mondiaux, notamment sa centralité pour les échanges de matières premières (dont l'or au Moyen-Âge) puis, paradoxalement, de main-d'œuvre. Cette synthèse tire profit de la longue expérience d'enseignement et de recherche de son auteure, de sa navigation entre la France et les États-Unis et de l'historiographie la plus récente. Soucieuse d'offrir des clés pour le présent, elle véhicule aussi une vision plus personnelle des évolutions et de leurs explications, invitant ses lecteurs à prolonger par leurs propres réflexions ce bilan très gestif.

Odile Goerg

DE BRUIJN (Mirjam)

VAN DIJK (Rijk)

GEWALD (Jan-Bart) (dir.)

Strength beyond Structure. Social and Historical Trajectories of Agency in Africa

Leiden, Brill, 2007, coll. «African dynamics», 344 pages.

Rassemblant majoritairement des travaux anthropologiques, ce livre tente de révéler, à partir de différentes situations africaines, l'agencéité des acteurs et des organisations sociales en adoptant une posture délibérément empirique. La problématique de l'agencéité, qui vise à dépasser les approches déterministes en sciences sociales et, plus récemment, à contourner les démarches prédictives d'ingénierie sociale portées par l'industrie du développement, permet également d'étudier la marge d'action des sociétés face aux flux institutionnels et sociaux liés à la globalisation. Les auteurs se donnent ainsi les moyens de cerner comment les individus et groupes sociaux africains perçoivent et agissent sur leurs conditions d'existence, voire contournent les contraintes qu'ils affrontent, et de saisir ainsi le changement social.

Au cours de la période post-structuraliste, la notion d'agencéité a d'abord été forgée à partir de développements théoriques. On peut donc saluer l'effort des auteurs de partir d'une analyse empirique et comparative pour examiner les interfaces entre acteurs et structures, principalement en mettant en évidence les stratégies sociales matérielles et immatérielles au sein des processus de pouvoir contemporains. Il s'agit d'aller au-delà d'une philosophie de l'action et, notamment, de se pencher sur le sujet en ancrant l'analyse sur son engagement dans des situations concrètes plutôt qu'en théorisant les interactions pour restituer la réflexivité de l'action humaine par rapport aux cadres sociaux. Cette approche est évidemment



beaucoup plus féconde qu'une focale sur les institutions formelles, susceptible de masquer l'ingéniosité humaine dans sa manière de domestiquer ou de contourner le pouvoir en acte – si l'étude des rapports acteurs/structures proposée par la sociologie, par exemple par Giddens ou Bourdieu, est une source d'inspiration, l'analyse des auteurs de l'ouvrage est davantage tournée vers la contingence des actions que vers leur régularité.

Si les contributeurs de l'ouvrage se fondent sur des travaux menés dans les années 2000, le volume commence par un texte dans lequel Wim van Binsbergen montre en quoi les travaux de l'École de Manchester ont été précurseurs dans l'étude de l'agencéité. En rupture avec l'anthropologie d'Evans-Pritchard et en proposant de nouveaux outils pour restituer les conditions d'existence des Africains en situation coloniale, les Mancuniens ont davantage insisté sur les processus que sur les structures, et mis l'accent sur les conditions historiques et sur les paradoxes de l'action au sein de rapports de pouvoir d'origines différentes. Ils ont ainsi pu proposer une conception dynamique et contingente des institutions sociales (parenté, lignages ou ethnies) : ces dernières ne sont jamais que le résultat des stratégies diachroniques inscrites dans des rapports de pouvoir à différentes échelles. Dans la foulée de sa figure tutélaire, Max Gluckman, l'École de Manchester a pu montrer, à partir de la description des stratégies d'adaptation des populations au nouveau contexte culturel, politique et économique issu de la colonisation, comment les individus convoquent les catégories réifiées par l'anthropologie coloniale en leur donnant un sens pratique.

Les contributions des historiens Inge Brinkman et Jan-Bart Gewald décrivent comment l'agencéité des acteurs se maintient et évolue en situation de changement : la première décrypte l'agencéité des combattants dans la guerre d'indépendance de l'Angola et la seconde la trajectoire de vie d'un chef herero

en Namibie. Si l'agencéité se situe plutôt dans le registre symbolique dans le cas des conflits militaires, la violence limitant fortement les marges d'action, elle varie en fonction des lieux et du temps, les événements historiques l'influençant sans jamais l'effacer. Cependant, en suivant les auteurs, il convient d'être mesuré quant à une perspective exclusivement focalisée sur l'agencéité des individus.

D'autres anthropologues examinent l'agencéité dans les pratiques religieuses et rituelles des sociétés, analysant religions locales, mouvements évangélistes en migration ou rituels de transe. Les travaux de Wouter van Beek, Julie Ndaya et Thomas Widlok situent l'agencéité dans les évolutions des pratiques individuelles et collectives et dans les changements que ces dernières induisent au niveau des groupes considérés, notamment dans leur manière d'envisager leur rapport aux forces occultes. Mais les chercheurs pensent également la réflexivité du sujet sur ses actes à partir des ressources symboliques offertes par le religieux. Ces pratiques religieuses servent aussi à construire du pouvoir entre les pratiquants eux-mêmes. Cette attention permet de tenir compte de la construction de hiérarchies dans l'agencéité des individus.

Une autre série de textes envisage plutôt le maintien de l'agencéité dans des situations de marge, en appréhendant les phénomènes d'exclusion par rapport aux dispositifs normatifs publics. Ils essaient de déceler l'agencéité dans des situations extrêmes, tout en tentant d'expliquer le maintien à la marge des acteurs. Le texte d'Otrude Moyo montre ainsi la plasticité des familles zimbabwéennes dans des conditions de vie très dures, en dévoilant les médiations entre individus inscrits dans divers réseaux sociaux et groupes familiaux ainsi que leur caractère multilocal. Il rejette ainsi l'idée d'un modèle univoque de la famille. L'adaptation à la pauvreté n'offre toutefois pas la possibilité d'agir sur les institutions marchandes,



qui contraignent fortement les stratégies. Malcolm Draper, Marja Spierenburg et Harry Wels traitent d'un parc transfrontalier en Afrique australe, cas qui témoigne de l'impossibilité de prendre en compte, à travers la catégorie de « communauté autochtone », les attentes des résidents, même lorsqu'ils revendiquent leurs droits. Malgré l'insistance des acteurs internationaux et nationaux de la conservation sur les droits des communautés locales sur la terre, ces dernières se voient réduites à être de simples usufruitières de la nature, leurs autres revendications se voyant déniées. L'agencéité décrite ici n'est-elle pas du même coup un instrument de légitimation de l'action des institutions, qui se l'approprient mais évincent les choix réels des acteurs ?

Mirjam de Bruijn traite pour sa part un cas de marginalité extrême, celui des enfants des rues de N'Djamena, tout en s'interrogeant sur le maintien de l'agencéité des acteurs dans des conditions de vie aussi extrêmes. Même dans un univers aussi contraignant, excluant et violent, les individus déploient des stratégies inventives pour atténuer la dureté de leur sort. La vulnérabilité qui leur est assignée par la société devient parfois un atout pour mobiliser des ressources. L'idée d'« agencéité vulnérable » est proposée par le dernier texte du volume, qui porte sur les migrants ghanéens au Botswana. Rijk van Dijk montre que la prise en charge matérielle et spirituelle de l'inhumation d'un de ces migrants sert non seulement à raffermir les liens entre la communauté des croyants en exil, mais également à renégocier leur position dans la société d'installation.

Cet ouvrage contribue à une réflexion intéressante sur les rapports entre agencéité et pouvoir, rapports appréhendés ici sans a priori, en dépassant les dichotomies stériles qui prévalent parfois entre les tenants de la domination et les tenants de l'agencéité. L'ancrage empirique montre que l'étude du pouvoir bute autant sur l'absolu déterminisme de la structure que

sur la fondamentale liberté de l'acteur. Seule l'analyse empirique peut restituer l'équilibre entre contrainte et liberté, et décrypter la diversité des ressorts du pouvoir ainsi que l'originalité des modes de résistance qui l'infléchissent ou en atténuent l'intensité.

L'expérience de l'action, dans ses dimensions pratique et symbolique, est l'objet principal de l'ouvrage, engageant le chercheur dans une analyse de la réflexivité de l'individu. Une telle perspective suppose évidemment des terrains longs, proches du vécu des acteurs, dans une période où la durée du travail de terrain tend pourtant à se réduire. Surtout, comment appréhender la réflexivité de la pratique scientifique elle-même lorsque l'on travaille sur de tels sujets ? Si certains des contributeurs du volume évoquent parfois la question (tel Francis Nyamnjoh dans une brève conclusion), les conditions pratiques de l'enquête auraient pu susciter plus de débats et être traitées de manière plus approfondie dans le corps même des textes.

Tarik Dahou

DENIS (Philippe)

Lettres d'Afrique du Sud. La nation arc-en-ciel à la croisée des chemins

Fernelmont, E.M.E., coll. « Société », 2010, 318 pages.

D'avril 1990 à décembre 2009, Philippe Denis, frère dominicain à Pietermaritzburg, a envoyé, tous les six mois, de longues lettres circulaires à ses amis et connaissances. Ce sont ces lettres, écrites durant les années-charnières de la fin de l'apartheid, qu'il publie ici. Cette circonstance détermine la forme de l'ouvrage et, dans une large mesure, son contenu où se mêlent, comme dans la vie de l'auteur, les différents champs de l'existence quotidienne et leur mise en contexte. La structure de l'ouvrage est chronologique, livrant une séquence

d'événements où transparait l'évolution de l'Afrique du Sud traduite dans les faits politiques et sociaux du KwaZulu-Natal où vit l'auteur. Trois thèmes se dégagent au fil du recueil : des éléments d'information sur la présence et l'action des Églises chrétiennes d'Afrique du Sud ; l'histoire politique du KwaZulu-Natal durant ces années où « l'apartheid est remplacé par l'économie de marché » (p. 44) ; les effets sociaux de la violence au quotidien et du sida.

À la fois théologien et historien, auteur de plusieurs ouvrages d'histoire de l'Église catholique, l'auteur enseigne au *cluster* des institutions théologiques de Pietermaritzburg auquel appartiennent aussi la faculté de théologie de l'Université du Natal et le Federal Theological Seminary que fréquentent des séminaristes de différentes traditions chrétiennes provenant de plusieurs pays d'Afrique australe. La perspective générale est celle de la « théologie contextuelle », un autre mot pour la théologie de la libération qui s'est développée dans les pays d'Amérique latine durant la seconde moitié du XX^e siècle. Cette option explique certainement ses engagements et sa grande proximité avec les habitants des *townships* du Natal, dont il parle la langue. Son ancrage religieux teinte la perspective d'une analyse historique « par le bas » sans en diminuer l'intérêt car l'historien des institutions s'avère fort bien armé pour analyser les négociations et les collusions qui marquent la transition dans la patrie de l'Inkatha Freedom Party, allié objectif des forces les plus conservatrices mais aussi de ceux qui se présentent, tel Frederik de Klerk, comme les champions de la transition sans se défaire, dans un premier temps, des piliers de la répression. L'auteur fait apparaître toutes les nuances des comportements politiques au sommet mais aussi leurs effets sur la mobilisation de milices et d'autres bandes armées, ainsi que les (ex)actions de la police. Dans les *townships*, une fois l'apartheid aboli, les attaques et les revanche partisans cèdent le pas à des agressions aux

motifs plus individuels, tant la violence est devenue un mode de vie. Les mesures de restructuration de l'administration et des universités guidées par le principe de la discrimination positive désamorcent les violences raciales mais la criminalité, malgré une amélioration des infrastructures dans les régions périphériques et les *townships*, s'oriente vers les semblables et vers la classe moyenne enrichie, toutes races confondues. La paranoïa qui en résulte se traduit par une ségrégation d'un nouveau type, tandis que les affaires de corruption s'enchaînent. Malgré ces « affaires », malgré les positions étonnantes du président Zuma en matière de sida, etc., le pessimisme n'est pas de mise, du moins par comparaison avec d'autres pays. L'État fonctionne et, si les positions officielles sont parfois surprenantes, tout autant que certaines actions des élites, se déploient dans la société civile une prise de conscience et des actions concertées de lutte contre le sida. C'est par le biais de son action en faveur d'enfants orphelins du sida – il en a adopté une dizaine – que l'auteur expose la dislocation des familles et les processus de recomposition familiale qui en résultent.

Entre musées en tout genre poussant comme des champignons et *hostels* sordides, toujours d'actualité, ma modeste expérience de l'Afrique du Sud m'amène à apprécier énormément cet ouvrage, qu'à première vue, en raison de son caractère personnel, je n'aurais pas acheté. J'aurais eu tort. Il s'agit d'un document à valeur historique et de l'un des rares ouvrages rédigés en français sur l'Afrique du Sud de cette période, qui plus est dans une langue agréable. La finesse des analyses politiques de cette chronique de vingt années de transition sud-africaine passe par le filtre d'un témoignage extraordinaire, à la fois sur la vie des populations noires d'Afrique de Sud et sur la patiente bonté humaine qui vient faire contrepoids à la violence. Le style personnel du texte ne sera pas étranger aux lecteurs habitués à l'histoire



missionnaire. La perspective théologique « contextuelle » de l'auteur le place dans une position méthodologique proche de celle de l'anthropologue et dans une position épistémologique apparentée à celle de l'historien (qu'il est, par ailleurs). Le lecteur navigue avec lui sur la transdisciplinarité incarnée que constitue son quotidien.

Danielle de Lame

HILGERS (Mathieu)
MAZZOCCHETTI (Jacinthe) (dir.)
*Révoltes et oppositions dans
un régime semi-autoritaire.
Le cas du Burkina Faso*
Paris, Karthala, 2010, 324 pages.

Ce livre présente une série de travaux dont la première version a été exposée lors d'un colloque tenu à Louvain en 2008. Malgré sa diversité, propre au genre, il vise principalement à documenter la thèse des éditeurs sur l'État burkinabè comme régime semi-autoritaire, qu'ils avaient déjà esquissée dans le numéro 101 de *Politique africaine* (mars 2006). On en rappellera l'hypothèse principale : « Pour exister, les régimes semi-autoritaires doivent nourrir et rendre institutionnellement possibles les espérances qu'ils cherchent à neutraliser » (p. 5). Les articles de Sabine Luning sur le Réseau national de lutte anti-corruption (Ren-lac), de Jacinthe Mazzocchetti sur la vie politique des étudiants burkinabè, d'Augustin Loada sur le contrôle de l'opposition parlementaire, de Marie-Soleil Frère sur l'affaire Zongo, les études d'Alexandra Biehler et Émile Le Bris sur le projet urbain Zaca et de Mathieu Hilgers sur les dynamiques politiques dans la ville de Koudougou, ainsi que le texte d'introduction au contexte des éditeurs (p. 15-24) cadrent au mieux avec cette approche, dans des descriptions qui vérifient largement l'hypothèse évoquée.

Ce recueil traite d'une période historique spécifique, la décennie 2000-2010, qui commence par le fort mouvement de contestation sociale provoqué par l'assassinat, fin 1998, du journaliste Norbert Zongo, et qui s'achève dans le désenchantement et la démobilisation. Pendant cette période, Blaise Compaoré est réélu deux fois, en 2005 (pour la troisième fois) avec 80,30 % des voix, et en 2010 avec 80,98 % des voix, ce qui permet à Marie-Soleil Frère d'évoquer le paradoxe d'un pouvoir « impopulaire mais plébiscité [...] qui a les suffrages mais pas l'opinion publique » (p. 266). Il ne semble donc pas envisageable, pour une large majorité des électeurs, que l'homme au pouvoir depuis maintenant 29 ans ne soit pas reconduit à son poste, quelle que soit leur opinion à son égard. Il paraît inamovible, protégé par les dieux (voir la contribution d'Arnaud Bieri et Sylvain Froidevaux), jouissant d'une immunité juridique totale. On lui concède le droit de faire les lois qui lui conviennent (modifier, par exemple, l'article 37 de la Constitution qui l'empêche de se représenter à la prochaine élection présidentielle) et de désigner son successeur à la tête de l'État (son frère François et non Simon, maire de Ouagadougou, comme le livre l'indique de façon erronée p. 6). On doit mettre ce paradoxe en rapport avec les émeutes accompagnées de casses et de pillages récurrents dans le pays depuis l'affaire Zongo. Plusieurs chapitres de l'ouvrage (celui de Mathieu Hilgers sur Koudougou, celui d'Alain Sanou sur la révolte autochtone de Bobo-Dioulasso en 2001) y font référence. L'article d'Augustin Loada consacré à la neutralisation de l'opposition parlementaire fait état de quatre épisodes émeutiers importants pour la période de travail considérée (2003, 2006, 2007, 2008, voir p. 269).

Les mutineries militaires et policières et les émeutes étudiantes de 2011 – qui surviennent donc après la publication du livre – redonnent à ce thème une résonance nouvelle, et imposent de penser le phénomène à nouveaux frais,

comme une donnée structurelle de la gouvernamentalité burkinabè. Qu'est-ce qui déclenche ces émeutes? La liste des causalités est longue – bavures policières ou du service public entraînant mort d'homme, dépossession de moyens de travail, augmentation du prix des aliments de première nécessité... – mais elle peut être subsumée aisément. Il y a émeute chaque fois que le droit des populations ou de groupes sociaux particuliers (commerçants, militaires) à persévérer dans leur être paraît remis en question par des autorités appartenant à l'appareil d'État. Si l'on rapproche maintenant les deux dimensions évoquées (le pouvoir à vie et l'émeute comme mode récurrent de communication politique), on peut faire l'hypothèse suivante: les citoyens burkinabè apportent un soutien indéfectible aux gouvernants et à leurs décisions – auxquelles ils ne cherchent pas à se mêler – en leur confiant leur vie, tant que ces derniers paraissent faire du maintien et de la protection de cette vie le centre symbolique de leurs préoccupations. Dans ce contexte quasi-contractuel, très proche du Léviathan hobbesien, les émeutes sont un rappel efficace au respect de l'ordre moral sous-jacent aux relations entre gouvernants et gouvernés et au fait que le pouvoir, plus que de la force des dominants, découle de l'existence de dominés. Le pouvoir s'exerce sur les hommes mais, s'il les extermine, le dominant n'aura plus à gouverner qu(o)u que ce soit.

D'où ces conceptions sont-elles issues? Elles proviennent indubitablement des rapports au pouvoir coutumier, notamment au pouvoir mossi, constitué d'un réseau hiérarchisé de chefferies traditionnellement détenues à vie, soutenues par les populations pour autant qu'elles leur fournissent protection et moyens d'existence (voir sur le sujet E. Skinner, *The Mossi of Burkina Faso. Chiefs, Politicians, and Soldiers*, Prospect Heights, Waveland Press, 1989) et contestées par elles en cas d'exactions, non par des émeutes mais par des menaces de

recours à l'*exit*. Toutefois, si le paysan peut toujours aller ailleurs, car il transporte sa force de travail avec lui, le militaire, le commerçant, l'étudiant et le salarié urbain ne le peuvent pas, puisqu'ils ne trouvent les moyens de se réaliser que dans les conditions que leur offre un État-nation déterminé. La production constante d'institutions et de canaux de médiation entre le haut et le bas dont l'ouvrage de Mathieu Hilgers et Jacinthe Mazzocchetti se fait l'écho (la réforme du code électoral, de la justice, du financement des partis politiques, le statut de l'opposition, la création d'un ministère de la Promotion des droits humains ou, actuellement, du Conseil consultatif pour les réformes politiques) va peut-être au final agir comme une « lame de fond » transformatrice. Pour l'instant, ce qui est frappant, c'est l'absence fondamentale de capture de la vie politique burkinabè par les formes canoniques de la gouvernance mondiale. Les plus belles illustrations en sont la récurrence du plébiscite pour le même homme providentiel et la préférence, pour se faire entendre sur des sujets vraiment essentiels comme le droit à la vie, donnée à l'explosion sociale plutôt qu'aux formes policées du dialogue entre parties.

Jean-Pierre Jacob

McCANN (James C.)
*Stirring the Pot. A History
of African Cuisine*

Athens, Ohio University Press, 2009,
213 pages.

Auteur de plusieurs ouvrages remarquables sur l'histoire agricole de l'Éthiopie et de l'Afrique, James McCann s'attelle ici à un domaine resté encore relativement peu exploré par les historiens: les cuisines d'Afrique subsaharienne. Cette vaste ambition n'est bien sûr pas sans poser le problème des ouvrages d'histoire à portée continentale, mais l'organisation du livre tente tout de même de rendre compte de la



diversité de l'espace africain en la matière. Si l'ouvrage ne dispose pas de bornes chronologiques, le traitement rapide des périodes anciennes en fait d'abord un livre d'histoire contemporaine, où l'ancien est surtout convoqué à titre illustratif quand il permet de témoigner de continuités.

En introduction, James McCann pointe la manière dont les « classiques » de l'histoire de l'alimentation et de la gastronomie, comme *Histoire de l'alimentation* dirigée par Jean-Louis Flandrin et Massimo Montanari (Paris, Fayard, 1996), ont ignoré l'Afrique subsaharienne. En effet, les études sur l'alimentation en Afrique sont encore marquées par les travaux de Jack Goody, dont les recherches ont fixé la grande frontière entre les sociétés à « cuisines », au sens de modèles de consommation alimentaire socialement stratifiés, et celles qui en sont dépourvues : cette division du monde sépare d'un côté l'Eurasie, auquel il rattache l'Éthiopie et l'Afrique du Nord, et de l'autre le reste des sociétés africaines. L'ombre de Goody plane sur l'introduction de James McCann, qui entend explicitement faire de son ouvrage une réponse au sociologue. Là est la source de notre principale déception, car l'auteur n'évoque pratiquement pas par la suite la question de la hiérarchisation sociale de l'alimentation dans les différents espaces qu'il étudie, se concentrant sur un exposé de la diversité des cultures alimentaires en Afrique subsaharienne.

Après deux premiers chapitres synthétiques où l'auteur expose de façon didactique et claire la géographie des agricultures africaines et leur histoire, l'intégration de nouvelles cultures et la place des sociétés paysannes dans ces processus, les chapitres III et IV se concentrent sur le cas de l'Éthiopie. L'objectif du chapitre III est de décrire l'émergence d'une « cuisine nationale » à la fin du XIX^e siècle à travers l'exemple du banquet organisé par l'impératrice Taytu à Addis-Abeba en 1887. James McCann rejoint l'idée développée par Abebe Kifleyesus d'une

« cuisine nationale éthiopienne » née de l'agréation, autour de la cuisine des hauts plateaux du nord-ouest, de spécialités culinaires issues de régions annexées dans la « Grande Éthiopie » de Menelik II (r. 1889-1913). Mais le repas convoqué ici à titre d'exemple ne témoigne pas par lui-même de ce métissage, et on peine alors à voir ce qui permet de le rattacher à cette notion de « cuisine nationale ». Le chapitre IV, qui cherche à retracer la construction de cette cuisine, souffre de la volonté affichée par l'auteur de construire, depuis le XVI^e siècle, une trop grande continuité, et effleure les sources de cette histoire, là encore convoquées à titre d'exemple et mises en parallèle avec les témoignages récents collectés par l'auteur. Cependant, la parenthèse éthiopienne se conclut sur un constat éclairant : la cuisine des hauts plateaux éthiopiens s'est diffusée dans les territoires conquis de l'empire, par les installations de colons, la création de villes et donc de restaurants – fait nouveau du début du XX^e siècle tant au Nord qu'au Sud de l'Éthiopie. Cohabitait avec des cuisines régionales très différentes, la cuisine des paysans du Nord de l'Éthiopie est devenue un vecteur de continuité territoriale de l'empire, accompagnant la tentative de création, jamais achevée, d'une nation éthiopienne au XX^e siècle.

L'idée de la diffusion et de l'homogénéisation des cultures alimentaires au sein des empires est réemployée de façon plus hésitante pour l'Afrique de l'Ouest au chapitre V. Le problème est que la tentative de synthèse dans cet espace est probablement prématurée : la bibliographie sur laquelle s'appuie McCann témoigne de la rareté des recherches historiques sur le sujet dans la plupart des régions couvertes. La littérature francophone, et on pense en particulier à l'ouvrage collectif *Cuisine et société en Afrique : histoire, saveurs, savoir-faire*, dirigé par Monique Chastanet, François-Xavier Fauvelle-Aymar et Dominique Juhé-Beaulaton (Paris, Karthala, 2002) et qui reste à ce jour la seule initiative

de ce genre jamais publiée, est ignorée. Ce manque de socle historique est prégnant dans les chapitres V et VI, qui entendent définir deux espaces cohérents : l'Afrique de l'Ouest – étendue du Sénégal au Cameroun – et la *maize belt*, espace incluant largement l'Afrique australe et orientale. Dans le premier cas, l'auteur justifie l'unité supposée de la cuisine ouest-africaine par l'existence de l'empire du Mali et par l'expérience des échanges à travers le Sahara et l'Atlantique, mais ce raisonnement inédit manque singulièrement de sources. Dans le second cas, James McCann distingue un ensemble marqué par la prégnance du maïs, revenant à la distribution géographique du début de son ouvrage, mais cette partie ne s'appuie plus que sur des sources ethnographiques, des livres de cuisine récents et des notes de terrain. À ce point de l'ouvrage, toute tentative d'analyse diachronique a disparu, et le chapitre VII, qui traite de la circulation des pratiques et des manières de table africaines vers le Nouveau Monde, se contente essentiellement d'exposer les recettes américaines inspirées de modèles africains.

Très imparfait mais néanmoins stimulant, l'ouvrage de James McCann s'achève assez justement sur un appel à multiplier les recherches historiques sur les cuisines africaines.

Thomas Guindeuil

RUBBERS (Benjamin)

Faire fortune en Afrique. Anthropologie des derniers colons du Katanga

Paris, Karthala, 2009,

coll. « Les Afriques », 300 pages.

Il est opportun de rappeler aujourd'hui l'histoire blanche de Lubumbashi, capitale de l'ex-Katanga et épicerie actuelle de la saga minière globalisée du Congo démocratique. Ceci offre d'abord l'occasion de rappeler que cette partie est de l'État indépendant du Congo

échappait à l'aire du caoutchouc, cette substance magique qui avait déchaîné la cupidité et la cruauté du roi des Belges et de ses factoreries. Les pionniers blancs qui s'installent au Katanga, qui devient un condominium minier (l'Union minière du Haut-Katanga) en accord avec les Britanniques, appartiennent d'emblée à un monde plus interlope que celui de Léopoldville. Ils correspondent également à une deuxième phase de colonisation, qui se déroule dans une savane moins hostile physiquement et psychologiquement que le cœur des ténèbres des chutes du fleuve Congo. Cette préhistoire est pertinente, tant il est devenu difficile de concevoir la différenciation dans l'espace et le temps de ces pays africains pris dans la focale uniformisante du post-conflit ou de la faillite.

De la différenciation, il est largement question dans l'établissement de la frontière en noir et blanc (p. 40-95) qui délimite peu à peu l'identité d'une minorité et sa relation à une majorité, source d'imaginaire, de main-d'œuvre (en particulier domestique), mais aussi de dangereux métissage. Le sous-titre de l'ouvrage indique qu'il s'agit d'anthropologie et il est donc fait référence, pour la question de la relation sexuelle, aux travaux d'Ann Laura Stoler. Cependant, aux thèses impériales de *Carnal Knowledge and Imperial Power: Race and the Intimate in Colonial Rule* (Berkeley, University of California Press, 2010), l'auteur préfère nettement les individus « en chair et en os » qui posent leur emprise sur la définition de leur insularité raciale. Benjamin Rubbers étudie la plasticité de la relation entre les races, qui passe du nécessaire repos des pionniers à l'absolue nécessité de préserver la pureté de la femme blanche. Si l'analyse est instructive sur la gradation sociale de la régression par la relation amoureuse, conjugale et sexuelle avec les Congolais, il n'y a là rien de spécifiquement katangais. De plus, il semble que c'est aujourd'hui le fil barbelé entre pauvreté et



richesse qui isole le mieux les derniers colons des habitants noirs de la ville.

La parole donnée aux protagonistes de la séparation raciale prive sans doute le lecteur de plus longs développements sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs miniers de la pré-indépendance et de l'urbanisme très hygiéniste et sécuritaire de Lubumbashi, création commune aux Noirs et aux Blancs. Plus introverti, le chapitre sur la minorité blanche décrit les origines diverses des clans immigrés, des Juifs de Rhodes aux Flamands, plutôt dirigés vers les villes plus petites ou l'exploitation agricole. La cartographie des cercles où l'on se rencontre mais où, en même temps, on se distingue par sa fortune et où on se rassemble par ethnie, est fort détaillée. Est attribuée à ces cercles, qui survivent même au déclin de la Gécamines, mais s'étiolent comme leurs membres, la propriété d'offrir une base à des sociabilités souvent conflictuelles mais indispensables pour affronter le marché et l'État.

Dans la sphère du commerce, il existe d'autres minorités, dont certaines, comme les Libanais, sont exclues de la case des Blancs au nom de la construction par le noyau belge initial des cercles de l'appartenance au *laager*. La pénétration de l'hinterland de Lubumbashi, intervenue dès le début du XX^e siècle, donne naissance à une catégorie centrale de la colonie blanche, les Indépendants. Au début, ce sont les Séfarades venus d'Égypte ou des îles grecques qui, d'abord colporteurs revendant aux colons, aux ménages de l'administration et aux employés de la mine, nouent une relation entre les maisons de commerce belges importatrices et le marché local. Ce sont les descendants de cette élite d'indépendants (élargie au-delà de ses précurseurs séfarades et grecs) qui s'affirment aujourd'hui, d'après Benjamin Rubbers, parmi les chercheurs de fortune et les amateurs de coups. Au registre des bonnes affaires, les pionniers marchands jouent encore de la frontière en assurant leur marge sur la

fraude douanière, en collusion avec le réseau des transitaires en douanes et de l'Office des douanes et accises.

Depuis, on est passé chez les héritiers blancs au commerce au long cours, avec des destinations comme Dubaï ou Hong Kong et des transactions d'importation où les Congolais s'insèrent comme subordonnés. Avec des épisodes politiques comme la zaïrianisation et les pillages des années 1990, les « opérateurs » indiens ou libanais qui étaient partis à Kinshasa sont incités au retour sur les marchés de l'Est. L'auteur relie bien les événements politiques du Congo et les troubles subis par les entrepreneurs avec la recomposition des activités de ces derniers et l'apparition de nouvelles hiérarchies. On peut toutefois regretter de ne pas trouver une chronologie des mutations de la réglementation fiscale et douanière qui ont pourtant un impact décisif sur les fortunes du Katanga. De même, les raisons de la persistance d'une hégémonie hellène dans le commerce d'importation ne sont pas analysées.

De même, si George Forrest, qui incarne le mieux la permanence et l'expansion de l'entrepreneur indépendant du Katanga, est évoqué, ce n'est que dans un contexte limité, celui de la corruption. L'Entreprise générale Malta Forrest, créée dans le Katanga belge en février 1922 par le père de George Forrest, Malta, minier néo-zélandais, avait déjà une grande expérience, y compris dans le secteur minier. Et les rivalités coloniales semblent perdurer aujourd'hui entre le consul (flamand) de la Belgique tutélaire et George Forrest, fils de Malta Forrest et d'une juive de Rhodes. Malta Forrest avait d'ailleurs un fils adoptif, un certain Victor Eskenazi, qui l'assistait dès les années 1950 – bel exemple d'hétérogénéité identitaire. Aujourd'hui, l'entreprise familiale Forrest est décisive dans la région comme dans la vie des affaires congolaises, Areva lui demandant même d'intervenir pour son compte. Symptôme des temps nouveaux, George Forrest tient sa revanche :

il est depuis le début des années 2000 consul honoraire de France à Lubumbashi, et un peu aussi l'enfant du pays.

L'argent qui tisse la vie des derniers colons, plutôt que d'attester leur extranéité vis-à-vis du Congo du XXI^e siècle, les rapprocherait selon nous du capitalisme africain en formation, capitalisme qui n'obéit pas aux trois étages de l'économie selon Braudel évoqués en conclusion. La fidélité à la démarche microscopique et aux mots collectés des Blancs de Lubumbashi empêche parfois Benjamin Rubbers d'observer que ce sont aussi des entrepreneurs habiles à prendre à leur compte le discours globalisé de critique de la corruption et du parasitisme *sui generis* de l'État africain. Leur survie ne doit-elle pas davantage, pour reprendre les termes de Jean-François Bayart, à la manipulation de la rente de l'extraversion qui fut acclimatée au Congo par l'orfèvre qu'était Mobutu ?

Olivier Vallée

VIDAL (Laurent)

Faire de l'anthropologie. Santé, science et développement

Paris, La Découverte, 2010,

coll. «Recherches – Terrains anthropologiques», 296 pages.

À partir d'une mise en perspective de trois recherches menées en Afrique, Laurent Vidal développe dans cet ouvrage une réflexion sur la pratique de l'anthropologie. Ainsi que le suggère le sous-titre, ces recherches ont à voir avec des questions de santé dans des pays en développement : la première concerne l'accès aux traitements du sida en Côte d'Ivoire, la seconde vise à la mise en place de soins obstétricaux d'urgence de qualité dans deux villes du Sénégal, la troisième est en rapport avec les pratiques des professionnels de santé en matière de prise en charge du paludisme et de la tuberculose à la fois au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

L'auteur s'appuie sur la description et l'analyse comparative du déroulement des trois enquêtes pour réfléchir aux rencontres de l'anthropologie et aux enseignements que la discipline peut en tirer. Il montre ainsi l'anthropologie en train de s'élaborer et en dévoile les enjeux à partir d'une attention portée à la relation anthropologique, qui constitue en quelque sorte la pierre de touche de l'ouvrage.

Dans la première partie, Laurent Vidal décrypte le processus d'élaboration de la recherche à travers les rencontres entre chercheurs issus de diverses disciplines. Il montre comment les méthodes de travail, les outils de collecte de données, et les questions posées et traitées évoluent au fil de cette conversation interdisciplinaire. La deuxième partie porte sur les relations nouées au cours de l'enquête avec les acteurs de la santé – placés à différents niveaux institutionnels – susceptibles de tirer profit de la recherche dans leur pratique quotidienne. Là encore, il décrit les enjeux changeants de ces relations au fur et à mesure que l'enquête avance. Il faut ainsi démontrer la validité scientifique et asseoir la légitimité de la démarche anthropologique, négocier la place de l'anthropologue au sein des structures de soins, contrer les éventuelles résistances, et enfin restituer les résultats de la recherche aux professionnels de la santé afin qu'ils puissent élaborer de nouvelles recommandations et directives. La troisième et dernière partie de l'ouvrage opère un renversement de perspective. L'auteur la consacre à un retour réflexif sur la discipline, qu'il effectue à partir de l'analyse des différentes « expositions » de l'anthropologue au cours de ces trois recherches. Il en dégage certaines implications pour la démarche anthropologique, tant pour la méthode que pour la théorie. Au terme de ce parcours, il défend une anthropologie critique reposant sur le triptyque suivant : capitalisation des connaissances relatives à l'objet de la recherche ; négociation des questions de recherche et des objectifs poursuivis ; réflexivité



sur le processus de l'enquête. Sur ce dernier point, Laurent Vidal souligne l'importance de la prise en compte de l'enchâssement dans le terrain explicitement visé par l'enquête d'autres terrains sous-jacents, telle que la négociation de l'observation des pratiques de soins dans les structures sanitaires. Il invite à adopter une démarche réflexive attentive à ces terrains secondaires, dans la mesure où les jeux de force dans lesquels la démarche anthropologique est prise contribuent à infléchir et à façonner le projet scientifique.

Donnant à voir une sorte d'ethnographie comparée du travail de l'anthropologue, cet

ouvrage s'avère très didactique. Il révèle, au plus près du terrain, les questions soulevées par les différentes facettes de projets interdisciplinaires portant sur la santé. Si l'objectif de montrer l'anthropologie en train de se faire est assurément atteint, on pourra néanmoins regretter une discussion épistémologique relativement circonscrite et dialoguant davantage avec la littérature francophone qu'avec la littérature anglo-saxonne – notamment celle des tenants de l'anthropologie médicale critique – pourtant foisonnante sur les questions relatives à la santé dans les pays en développement.

Julie Castro

